

ÉDUCATION ■ Manifestation, aujourd'hui, contre la suppression de 28 classes

Une carte scolaire contestée

Parlementaires, syndicats et parents d'élèves de Haute-Vienne vont se mobiliser, aujourd'hui, contre le vote de la carte scolaire, qui prévoit 28 fermetures de classe.

Sébastien Dubois

sebastien.dubois@centrefrance.com

« Nos enfants ne sont pas des moutons, arrêtez de les compter ! » En cette rentrée scolaire de février, les syndicats enseignants (*) et le collectif des parents d'élèves de la Haute-Vienne veulent frapper un grand coup. Aujourd'hui, ils tiendront une conférence de presse commune devant la préfecture « pour dénoncer les décisions de carte scolaire et présenter leur programme d'actions pour la semaine à venir », explique un communiqué publié ce week-end.

Objectif : peser sur la séance du CDEN consacrée au vote de la carte scolaire, qui doit se tenir à ce moment-là en préfecture et doit être boycottée par les syndicats.

Pour « un moratoire »

En cause, « 1.117 suppressions de postes annoncées [à l'échelon national], ce qui représenterait 28 fermetures de classes



MOBILISATION. Les parents d'élèves se mobilisent contre les fermetures de classe, soutenus par les syndicats et les parlementaires.

en Haute-Vienne », reprend le collectif. « Face à une situation déjà dégradée », ils appellent à « une mesure d'urgence : un moratoire sur les suppressions de postes et les fermetures de classes à la rentrée prochaine ».

La semaine dernière, la sénatrice PS Isabelle Briquet a défendu cette position au palais du Luxembourg, quelques jours après que sa consœur par-

lementaire de l'Assemblée nationale, Manon Meunier (Nupes-LFI), a interpellé le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye sur cette situation. La députée de la troisième circonscription, Damien Maudet (Nupes-LFI) et l'ensemble des parlementaires socialistes (Stéphane Delautrette, Christian Redon-Sarrazy et Isabelle Briquet) ont également publié, ce week-end, un communiqué de presse,

annonçant leur présence et leur soutien à cette mobilisation. « Nous le savons, nous ne naissons pas égaux, or, la force de l'école de la République à laquelle nous sommes attachés est justement de favoriser le plus possible l'égalité des chances. Ne l'abîmons pas plus encore ! », indiquent les élus de gauche. ■

(*) SE-Unsa 87, SNUIPP-FSU 87, SNUDI FO, SGEN-CFDT et CGT Educ'action.